

ALGER

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Greve-generale-historique-en.html>

Grève générale historique en Espagne

- Actualité politique internationale - Europe -

Date de mise en ligne : mercredi 4 avril 2012

Description :

[Grève générale historique en Espagne le 29 mars 2012]

Grève générale historique en Espagne : 11 millions de grévistes, 3 millions dans les rues contre la réforme du travail poussent les syndicats prompts au « dialogue social »

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Article AC pour <http://solidarite-internationale-pc...>

Grève générale historique en Espagne : 11 millions de grévistes, 3 millions dans les rues contre la réforme du travail poussent les syndicats prompts au « dialogue social »

11 millions de grévistes, 3 millions dans les rues contre la réforme du travail poussent les syndicats prompts au « dialogue social »

[Grève générale historique en Espagne le 29 mars 2012]

Sixième grève générale en trente ans en Espagne, et d'après les chiffres divulgués par les syndicats, il s'agirait de la grève la plus suivie de ces trois dernières décennies, bien au-delà des journées de grève de 2002 ou 2010.

D'après les syndicats, 77% des salariés espagnols auraient participé à cette journée de grève générale du 29 mars, soit près de 11 millions de travailleurs qui ont répondu à l'appel lancé par les Commissions ouvrières (CC.OO) et l'UGT.

Cette journée de grève générale était convoquée sous le mot d'ordre « **Non à la réforme du travail** ».

La réforme du gouvernement de droite prévoit notamment **une réduction des indemnités de licenciement**, 33 jours par année travaillée (et seulement 20 en cas de licenciement économique) au lieu de 45, et l'institutionnalisation de « **contrats aidés** », payés par l'État pour le privé, contrats précarisés au salaire minimum.

Si le patronat et le gouvernement ont tenté de minimiser le grève, ils ne pouvaient masquer l'ampleur d'une grève qui a paralysé les transports urbains des grandes villes : seuls 30% des métros de Madrid étaient en état de marche, 30% des trains régionaux et 20% des trains régionaux. **Une grève qui a fait chuter la consommation d'électricité de 23%, preuve de la paralysie du pays.**

Cette grève se concluait ce soir par 111 manifestations dans tout le pays qui ont mobilisé sans doute au-delà des 2 millions de manifestants du 19 février dernier.

Les premiers chiffres dans des petites villes de province donnaient déjà le vertige : **100.000 à Vigo**, 60 000 à La Corogne 50.000 manifestantes à Valladolid ou 60.000 à Palma de Majorque c'est du jamais vu. D'après les derniers chiffres, on serait à **1 million de manifestants à Madrid**, 400.000 dans les diverses cités d'Andalousie, 300 000 à Barcelone et à Valence.

« Le succès indiscutable » d'une grève qui touche tout le pays et tous les secteurs, et en premier lieu l'industrie

« Cette grève a été un succès indiscutable » a déclaré le secrétaire de l'UGT Candido Mendez lors de la conférence de presse. Ignacio Fernandez Toxo, des CC.OO, a partagé le constat ajoutant toutefois que « **son ampleur a été**

plus importante dans l'industrie que dans les services ».

Difficile de contester, même dans les services, le succès d'une grève qui a mobilisé 70% du personnel de l'Education nationale, 70% des agents des collectivités locales, 85% du personnel universitaire et surtout 95% des travailleurs des transports.

Dans les secteurs où la grève a été moins suivie, comme dans la santé et les administrations centrales, un travailleur sur deux a arrêté le travail.

C'est dans l'industrie que la grève a été le plus largement suivie, avec 97% de grévistes.

49 sites industriels ont été arrêtés et occupés par les travailleurs : dans les grandes usines automobiles (Nissan, Renault, Mercedes, Seat, General Motors), leurs équipementiers (Mann-Hummel, Fico Mirrors, Valéo), les mines (Hullera Vasco-Leonesa), l'aéronautique (EADS), la sidérurgie (Acerinox, Siderurgica Balboa, Sidenor).

Face à des manifestants qui appellent à une « grève générale illimitée », les syndicats lancent un appel à la « négociation » pour corriger la réforme.

Le potentiel de mobilisation est inédit en Espagne, 15 millions de personnes en grève, 3 millions dans les rues, une combativité qui se mesurait au mot d'ordre scandé par les manifestants à Madrid et ailleurs : « **Allez, allez, ne reculons pas d'un pas sur la réforme. Grève générale.** »

Le mot d'ordre des syndicats lors de la conférence de presse étaient tout autre. Ainsi, Ignacio Fernandez Toxo, secrétaire des CC.OO, et président de la CES (Confédération européenne des syndicats) : « **La grève est une grande occasion pour changer de cap et ouvrir une phase de dialogue. Nous sommes ouverts à la négociation, nous avons des propositions et des alternatives** ».

Mais le dirigeant syndical met en garde le gouvernement, si il veut aller à la confrontation, « *le conflit social ira en s'intensifiant, jusqu'à ce que nous obtenions la modification de la réforme du travail* ».

Pas de retrait de la loi, mais sa modification ainsi qu'un appel à la « *concertation* », on est loin des attentes des grévistes du 29 mars.

Une « *concertation sociale* » déjà mise en oeuvre par les deux syndicats qui avaient négocié avec le gouvernement des « *services minimums* » dans les grands services publics et dont Fernandez Toxo s'est revendiqué : « *Nous avons respecté scrupuleusement les services minimums* », a-t-il déclaré à la presse.

Face à des manifestants qui appellent à une « grève générale illimitée », les syndicats lancent un appel à la « négociation » pour corriger la réforme.

[Grève générale en Espagne 2]

Le potentiel de mobilisation est inédit en Espagne, 15 millions de personnes en grève, 3 millions dans les rues, une combativité qui se mesurait au mot d'ordre scandé par les manifestants à Madrid et ailleurs : « **Allez, allez, ne reculons pas d'un pas sur la réforme. Grève générale.** »

Le mot d'ordre des syndicats lors de la conférence de presse étaient tout autre. Ainsi, Ignacio Fernandez Toxo, secrétaire des CC.OO, et président de la CES (Confédération européenne des syndicats) : « **La grève est une grande occasion pour changer de cap et ouvrir une phase de dialogue. Nous sommes ouverts à la négociation, nous avons des propositions et des alternatives** ».

Mais le dirigeant syndical met en garde le gouvernement, si il veut aller à la confrontation, « *le conflit social ira en s'intensifiant, jusqu'à ce que nous obtenions la modification de la réforme du travail.* ».

Pas de retrait de la loi, mais sa modification ainsi qu'un appel à la « *concertation* », on est loin des attentes des grévistes du 29 mars.

Une « *concertation sociale* » déjà mise en oeuvre par les deux syndicats qui avaient négocié avec le gouvernement des « *services minimums* » dans les grands services publics et dont Fernandez Toxo s'est revendiqué : « *Nous avons respecté scrupuleusement les services minimums* », a-t-il déclaré à la presse.

Le PSOE, responsable de 6 des 8 dernières lois de libéralisation du marché du travail, prompt à la récupération.

Un mouvement énorme freiné par les syndicats, et dont le PSOE, fidèle à sa tradition, est prompt à récupérer. A la tête de la manifestation madrilène, se trouvait outre le coordinateur général d'Izquierda Unida Cayo Lara, le secrétaire à l'organisation du PS, Oscar Lopez.

On retrouvait dans le cortège plusieurs dirigeants socialistes dont Manuel Chavez, ancien ministre du travail de 1986 à 1989, **lui qui fut aussi le maître d'oeuvre d'une contre-réforme du marché du travail dans le gouvernement Gonzalez**, et qui a connu une des six grèves générales de l'après-franquisme, en décembre 1988.

C'est un comble que **les socialistes qui furent à l'origine de six des huit contre-réformes du travail depuis la chute du franquisme**, qui ont mis en oeuvre avec zèle sous Zapatero la politique d'austérité de 2008 à 2011, puissent se faire passer pour l'opposition aux projets gouvernementaux.

L'avenir du mouvement social espagnol, entre pression de la base pour une grève générale illimitée et freins de directions syndicales acquises à la ligne du « *dialogue social* », est incertain. Toutefois, comme au Portugal et en Grèce, le potentiel existe pour construire un mouvement de convergence des luttes susceptible de mettre en échec les plans du gouvernement Rajoy.

Article AC pour <http://solidarite-internationale-pc...>